Le 16-10-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, Secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales.

Le 16 octobre 2020

Les idées et mots du vocabulaire politique dominant ne sont ni fortuits ni vides de sens (1). Ils expriment les rapports de force et les enjeux des luttes sociales en y participant. C'est le cas des mots : séparatisme et ensauvagement. Ces termes ont pour but d'alerter sur des « dangers » contre lesquels il faudrait lutter sous peine de voir disparaître la vie sociale, les « valeurs de la République », la sécurité des citoyens, etc. Selon le procédé, décrit par Orwell dans « 1984 », ils expriment une aggravation de la situation de danger en rendant obsolète l'ancien vocabulaire. Ce (pseudo) danger rendrait nécessaire une politique ferme de défense et de riposte. Dans une situation difficile pour la macronie (crise de légitimité, luttes sociales, lutte des Gilets jaunes, mouvement contre la réforme des retraites, discrédit lié à la gestion de la pandémie de la Covid-19, mouvement massif contre les violences policières, etc.), ces mots annoncent et préparent un durcissement des politiques répressives en désignant de nouvelles cibles pour détourner les colères sociales.

Première partie

Séparatisme

Ce terme n'est pas nouveau. Dans un passé proche, il fut utilisé contre des citoyens français militants indépendantistes des colonies françaises et contre les communistes par le général De Gaulle, lors de son discours de Rennes, le 27 juillet 1947. Lorsque les USA inventent la « guerre froide », les communistes sont désignés comme traitres à la nation, à la solde de l'étranger, et sont mis hors de l'unité nationale. Le général De Gaulle déclare :

« Mais, si, dans la tragédie mondiale qui placent les uns et les autres, ceux qui avaient accepté la loi de l'ennemi, ceux qui sont aujourd'hui, en fait, un groupement dont l'activité est commandée par un État étranger. Je dis qu'il est, en outre, en péril. Je dis qu'il est de nouveau, en fait, au-dessus de tout, le service de la France. Oui ! À autant que j'ai pu, moi-même, et jusqu'au bout, dans les limites du licite et du possible, de les attirer aux devoirs, comme c'était mon devoir, j'ai essayé, j'avais, dans le temps, jugé qu'il fallait dire à ces « séparatistes » qu'ils disparaissent de la communauté nationale ».

Le même jour, De Gaulle distingue alors les « vrais » Français des « faux Français » :

« Français, Françaises, vous savez bien que, dans le monde entier, on nous regarde. Ce qui se passe en ce moment en France, c'est le grand événement. Ce qui se passe en ce moment en France, c'est ce qui va décider si, oui ou non, la France restera la France. Ce qui se passe en ce moment en France, c'est ce qui va décider si, oui ou non, la France restera elle-même, si, oui ou non, elle disparaîtra… »

Le terme d'origine allemande de séparatisme a été brièvement réapparu en 1968 dans la bouche du ministre de l'Intérieur qui dénonçait Daniel Cohn-Bendit, avant d'être recyclé par Macron en octobre 2019.

En février 2020, Macron annonce vouloir un plan de lutte contre le « séparatisme islamiste ». A peine nommé, Jean Castex annonce la présentation d'un projet de loi contre les séparatismes pour la rentrée de septembre. Lors de son allocution à Mulhouse, Emmanuel Macron avait décrit la menace à laquelle les « séparatismes » sont censés

épondre : « *Dans la République, on ne peut pas accepter ce* *elle est femme* ; *dans la République, on ne* *que l'un*

dans la République, on ne peut pas accepter la déscolarisation ; dans la République, on ne peut pas exiger des certificats de virginité pour se marier ; dans la République, on ne doit jamais accepter que les lois de la religion puissent être supérieures aux lois de la République, c'est aussi simple que ça ».

Certes il est bien sûr indispensable de défendre la laïcité. Mais l'instrumentaliser pour mieux la trahir ensuite est gravissime pour un président de la République sensé représenter la Nation. Dans le contexte et les débats récurrents sur le foulard à l'école, sur le burkini, la radicalisation, séparatisme est venu succéder à ce qui était appelé « communautarisme » lorsque le changement de vocabulaire dramatise et montre le passage à un stade supérieur de la communautarisation et une volonté d'imposer la séparation comme norme politique, par rapport à un communautarisme qui concerne surtout la vie privée. Le séparatisme est supposé contester l'ordre national et qui est en concurrence directe avec l'État comme producteur de normes.

Mais, comme en témoigne l'association permanente du « séparatisme » aux quartiers populaires dans les discours de la macronie, le terme « séparatisme » a une dimension territoriale. C'est la lignée des discours sur les « territoires perdus de la République » nécessitant une reconquête militaire. La question sociale passe alors par perte et profit !

Dans un contexte où la pandémie de Covid-19 a paupérisé en quelques mois des pans entiers de la population, la notion de colères sociales suscite, dans le discours sur le séparatisme, une répression brutale de toute opinion possible. Dans ces conditions, la réponse néolibérale n'est pas d'augmenter les salaires ni d'étendre les services publics. C'est un « État fort ». Entendez ici l'État régalien (Police, Justice, Armée). Le roi du « en même temps » détruit systématiquement les services publics et plus largement toutes les politiques de redistribution en renforçant les politiques sécuritaires. Moins d'État social alors plus d'État autoritaire.

Affirmer l'existence d'un danger séparatiste, c'est présenter la société comme menacée de guerre civile. Et dans cette logique, Jean-Michel Blanquer qui insiste sur le danger séparatiste, explique que « *nous sommes dans un moment de confrontation entre communauté* *s extrêmement violent* ». Face au danger d'une expression séparatiste sur le même temps » qu'une véritable police du vocabulaire tentant d'imposer un cadre tout exceptions concernant les quartiers et les populations séparatistes apparaissent alors comme légitimes. On pourrait même y percevoir une dilution de la notion de classes sociales au profit du séparatisme…

« La France est un où aucune religion n'est supérieure à une autre. La premi *re des choses que l'on peut faire, c'est d'éviter la* *la pire de toutes : celle née des religions* *x du Nord*

crin, à tout va, sans nuances.

Le néolibéralisme autoritaire est en marche !

Note

rivent: Marx et Engels é
e *la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les*
pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises
coup à cette classe dominante ».
Idéologie allemande. »L' «

Opens in a new window Opens in a new window

pour poster un commentaire s'inscrire ou Se connecter •